

Le business russe entre l'Europe et l'Amérique

Dmitri Trenin, Jessica Allevione

DANS **POLITIQUE ÉTRANGÈRE** 2007/5 **Hors série**, PAGES 39 À 50
ÉDITIONS **INSTITUT FRANÇAIS DES RELATIONS INTERNATIONALES**

ISSN 0032-342X

ISBN 2200924157

DOI 10.3917/pe.hso1.0039

Article disponible en ligne à l'adresse

<https://shs.cairn.info/revue-politique-etrangere-2007-5-page-39?lang=fr>



CAIRN · INFO

Découvrir le sommaire de ce numéro, suivre la revue par email, s'abonner...
Scannez ce QR Code pour accéder à la page de ce numéro sur Cairn.info.



Distribution électronique Cairn.info pour Institut français des relations internationales.

Vous avez l'autorisation de reproduire cet article dans les limites des conditions d'utilisation de Cairn.info ou, le cas échéant, des conditions générales de la licence souscrite par votre établissement. Détails et conditions sur cairn.info/copyright.

Sauf dispositions légales contraires, les usages numériques à des fins pédagogiques des présentes ressources sont soumises à l'autorisation de l'Éditeur ou, le cas échéant, de l'organisme de gestion collective habilité à cet effet. Il en est ainsi notamment en France avec le CFC qui est l'organisme agréé en la matière.

Le *business* russe entre l'Europe et l'Amérique

Par **Dmitri Trenin**

Dmitri Trenin, Senior Associate au Carnegie Endowment for International Peace, est directeur adjoint au centre moscovite du même institut. Parmi ses livres récents, on peut lire *Integration and Identity: Russia as a New West* (Moscou, Evropa, 2006) ; *Russland: die gestrandete Weltmacht* (Hambourg, Murmann, 2005) et *The End of Eurasia: Russia on the Border between Geopolitics and Globalization* (Washington, Carnegie Endowment for International Peace, 2002).

Texte traduit de l'anglais par Jessica Allevione

Moscou n'a pas de stratégie de long terme et manoeuvre selon les intérêts de sa classe dirigeante, dans une sorte de géo-économie privatisée. Elle est donc résolument post-impériale, et ses relations avec l'Union européenne et les États-Unis dépendent au premier chef des accords financiers et économiques à conclure. Les relations avec l'Union pourront s'améliorer plus rapidement que les relations avec Washington, sans que l'on puisse prévoir une mue rapide de la Russie en démocratie « à l'européenne ».

Ce texte a été publié pour la première fois dans le n° 1-2007 de Politique étrangère.

politique étrangère

Pour débattre de la politique étrangère de la Russie à l'aube du XXI^e siècle, il faut d'abord tenter de cerner ses motivations profondes. Celles-ci se démarquent fortement du récent passé soviétique comme du plus lointain passé tsariste. Pour faire court, on pourrait dire que l'affaire de la Russie d'aujourd'hui c'est la Russie elle-même, et précisément... les affaires. La Russie actuelle est résolument post-impériale, bien qu'elle se considère encore comme une grande puissance. Elle est aussi un des pays les moins idéologisés de la planète. En dépit des discussions débilatantes sur l'Eurasisme, etc., les idées y comptent peu. Les intérêts, par contre, y règnent en maîtres.

La Russie est dirigée par ceux qui la possèdent, dans sa plus grande part. Ils n'ont pas hérité du pouvoir ou de leurs biens : ils ont dû batailler ferme pour parvenir là où ils sont. Leurs rangs ne comptent pas un seul

La version anglaise de ce texte a été publiée sous le titre « Russian Redefines Itself and Its Relations with the West » dans The Washington Quarterly daté du printemps 2007 et disponible sur <www.twq.com> (NDLR).

homme politique classique, presque tous sont des capitalistes bureaucrates. Rien d'étonnant donc à ce que l'élite russe considère le monde à l'aune d'intérêts sonnants et trébuchants. Ses actions ont une devise : *In Capital we Trust*. Pour les membres de cette élite, les classiques valeurs (hormis le dollar, l'euro et le rouble) ne présentent que peu d'intérêt. La traditionnelle puissance militaire elle-même ne fascine guère plus. Du plus haut jusqu'en bas du pouvoir, on excelle à faire varier les prix de l'énergie, et non à décompter les ogives nucléaires. La géopolitique importe dans la mesure où elle pèse sur les intérêts économiques, mais certainement pas comme principe directeur : c'est de la géo-pétrolitique...

Seul le gaz surpasse le pétrole en importance. L'augmentation vertigineuse des prix du gaz par Gazprom à la fin 2005, qui a conduit à l'interruption des approvisionnements vers l'Ukraine le jour de l'An, fut le *coup de grâce*¹ porté à l'ancienne Union soviétique. Moscou envoyait un message clair à ses voisins : les relations spéciales sont révolues, même pour les loyalistes comme l'Arménie ou la Biélorussie ; les subventions sont terminées, et tout le monde passe à la caisse : *l'étranger, c'est tout le monde*. La Russie considère donc ses voisins comme des espaces économiques où elle jouit encore de certains avantages comparatifs, et n'hésite pas à en user. Moscou n'entend pas jouer plus longtemps la carte de l'intégration. Elle invente un nouveau jeu : l'expansion économique dans son voisinage.

La Russie n'a pourtant guère de plan d'action de long terme. La tactique prévaut, avec une vision de moyen terme qui émerge à peine. Il n'est question d'aucun intérêt national digne de ce nom. La nation russe aura besoin de temps pour se consolider. Entre-temps, les intérêts privés et corporatifs mènent le bal. Ils motivent la plupart des grandes décisions politiques. Le slogan officiel peut bien afficher : « Ce qui est bon pour

Gazprom (ou Rosneft) est bon pour la Russie », la « Russie » désigne ici un groupe assez restreint, aux membres plus ou moins identifiables, dont l'étiquette collective pourrait être *Kremlin Inc.* On ne

Le capitalisme d'État russe contient bien moins d'État qu'il ne le prétend

peut cependant pas dire que toutes les compagnies publiques se confondent avec l'État. À l'instar de la Nation, l'État aura besoin de temps pour cristalliser. La nature de l'actuel capitalisme bureaucratique fait que l'État lui-même a été, bien qu'informellement, privatisé. Le capitalisme d'État russe tant vanté contient bien moins d'État qu'il ne le prétend.

1. En français dans le texte (NdT).

Cela vaut pour les petites comme pour les grandes affaires. La politique de la Russie vis-à-vis des États de fait ou des enclaves séparatistes renvoie aux intérêts russes installés de longue date en Abkhazie, Transnistrie, etc. Comme leurs (plus) riches collègues, leurs détenteurs batailleront ferme pour conserver leurs biens. Et comme ce fut le cas lors de l'élection présidentielle en Abkhazie en 2004, les intérêts de ces derniers pourront alors s'opposer aux intérêts officiels de la Russie.

Issus d'un monde aux pratiques commerciales et politiques impitoyables, les dirigeants sont parfaitement adaptés à une concurrence sauvage. Dans leur vision, tout le monde peut être un partenaire potentiel, des États-Unis au Hamas, de Lord Judd au président Mahmoud Ahmadi-nadjad, et tout le monde est un concurrent potentiel, y compris les successeurs du Grand Turkmenbachi, ou Alexander Loukachenko. Il n'est pas ici question de personnes : les affaires sont les affaires.

N'en déduisons pas pour autant que les dirigeants russes ignorent les spécificités de leurs partenaires. Les barons russes doivent principalement leur fortune à leurs affaires avec l'Europe et l'Amérique (même si certains ont pris des raccourcis plus risqués pour s'enrichir en Chine, en Iran ou au Venezuela). Leurs principaux actifs sont sans doute en Occident, pas en Asie ni en Russie. Si leur situation venait à se dégrader en Russie, ils quitteraient Moscou pour Londres ou Zurich, pas pour Shanghai ou Mumbay. Les Russes riches et célèbres veulent s'intégrer en Occident, vite et personnellement.

Portés par les prix élevés du pétrole, les dirigeants russes redressent la tête pour la première fois en presque 20 ans. Leur niveau actuel de confiance ne se compare qu'avec celui du début des années 1970, lorsque l'Union soviétique avait atteint la parité nucléaire avec des États-Unis qui venaient de subir une défaite au Vietnam. Hier quêtant les prêts, la Russie a désormais remboursé ses dettes. Mais si l'humiliation est renvoyée au passé, elle n'est pas oubliée pour autant. Les dirigeants russes se souviennent du temps où l'Occident les ignorait, les prenait à la légère, les raillait. Ils pensent que leur tour est venu. Ils ne joueront plus les gendres idéaux, évitant de traverser la cour des plus grands. Ils ne se laisseront plus amadouer par des « valeurs », des « intérêts universels » définis par d'autres. Ils ont appris. Les doubles (triples, quadruples, etc.) standards sont dans la nature des choses. L'idée selon laquelle Moscou tisserait un réseau international autoritaire les fait rire. La solidarité entre autocrates est une plaisanterie – comme la solidarité entre démocrates... La Russie connaît désormais le prix de chaque concession qu'on peut lui demander de consentir. Enfin, la Russie est souveraine, elle n'est plus le pupille de l'Occident, elle va devenir un pôle de puissance égal aux autres : les

États-Unis, la Chine, l'Europe, si les pays de l'UE parviennent un jour à agir de concert. Et la Russie n'est l'affaire de personne d'autre.

Au début du ^{xx}e siècle, les Soviétiques défendaient farouchement leur idéologie face à un Occident avant tout pragmatique. Aujourd'hui les Russes sont des capitalistes pressés, et l'Occident leur dispense des leçons de morale. Les dirigeants russes répondent désormais souvent par la provocation et l'arrogance. Aucune question n'est taboue, chacune recueille une réponse tranchante. La liberté absolue n'existe nulle part, la démocratie parfaite n'existe pas, tout gouvernement ment à son peuple. En gros, tout le monde se vaut puisque appartenant à la même espèce, mais certains sont plus puissants que d'autres, et seuls ceux-là comptent vraiment.

La Russie et l'Europe : égalité et libre accès aux actifs

La longue chimère d'une « union avec l'Europe » s'est envolée. La « Maison européenne commune » de Mikhaïl Gorbatchev, et le plus récent projet de Grande Europe sont vus comme les escales d'un voyage imaginaire. La Russie veut une Europe sans lignes de partage. Et c'est là une proposition commerciale pratique, symbolisant l'égalité des deux partenaires.

Les dirigeants russes reconnaissent que l'énergie constitue la pierre angulaire de la relation Russie-Union européenne (UE). Ils conviennent aussi de l'interdépendance mutuelle : 40 % du gaz naturel européen provient de la Russie, et la Russie vend 67 % de son gaz à l'Europe. Les dirigeants russes espèrent renforcer cette relation par un échange de bons procédés. Acceptant que les Européens acquièrent des actifs en amont, ils prétendent avoir accès à la distribution en Europe. Ils estiment la transaction fondamentalement équitable et sont prêts à négocier ferme pour un bon accord.

Les Russes trouvent ridicules les craintes européennes : le but du jeu n'est pas la domination de l'Europe, mais l'enrichissement et une meilleure intégration personnelle : le Russe ordinaire ne peut voyager en Europe sans visa mais le fait d'avoir abordé la question permet déjà l'entrée libre en Europe des détenteurs d'un passeport diplomatique, et donc de l'élite russe.

Si l'énergie est l'épine dorsale de la relation, cette dernière ne s'y résume pas. Les hommes d'affaires russes et leurs partenaires gouvernementaux veulent acquérir des avantages industriels lucratifs. La concurrence les irrite mais ne les dissuade pas, ils persévéreront malgré

d'occasionnels revers, comme l'échec de Severstal dans sa tentative de fusion avec Arcelor.

La recherche d'actifs dans les pays d'Europe centrale et orientale, la Hongrie, la Slovaquie, la Bulgarie, la Roumanie, ou encore dans les États baltes, n'est pas une tentative nostalgique de retour à une sphère d'influence sur la moitié d'Europe qui était hier encore soviétique : il s'agit simplement d'exploiter les occasions, en profitant de l'absence de concurrence.

Une mise en garde s'impose cependant. Comme en Russie pouvoir et propriété sont intimement liés, les dirigeants russes, principalement motivés par les affaires, n'oublient pas, loin s'en faut, l'influence politique que leur procurent la propriété et la domination du marché. Ils pensent que les dépendances économiques créent des dépendances politiques et que les monopoles fondent les privilèges. Ils n'ont aucune envie de s'excuser d'être le fournisseur principal de gaz et de pétrole du marché européen. Ils voient cela comme une force, qui contraste avec les si nombreuses faiblesses russes. En fait, ils savourent leur statut de puissance énergétique – mais ici le mot important est : *puissance*.

La Russie ne traite pas les pays de la *nouvelle* Europe de l'Est (Ukraine, Biélorussie, Moldavie), le Caucase du Sud ou l'Asie centrale comme elle traite le Centre Europe. L'Europe centrale et orientale, Balkans y compris, se trouvent désormais dans la sphère d'influence européenne ; les Russes désirent donc garder la majeure partie du voisinage post-soviétique sous leur contrôle. L'Organisation du traité de l'Atlantique Nord (OTAN) et l'Union européenne élargies doivent s'arrêter à la porte des Nouveaux États indépendants. Mais il s'agit là autant de géo-économie que de géopolitique.

Répons-le : le jeu de la Russie dans son voisinage ne cherche plus l'intégration, mais l'expansion économique. La politique des pipelines revêt une importance particulière, en Ukraine et en Biélorussie, mais aussi ailleurs. La cause sous-jacente de la dispute avec la Géorgie est la politique orientée à l'Ouest de Tbilissi, qui, entre autres, laisse des compagnies occidentales construire un gazoduc supposé acheminer le gaz de la Caspienne vers l'Europe en contournant la Russie. En substance, la lutte pour les phénoménales ressources en gaz naturel des successeurs (ou héritiers) du Grand Turkmenbachi a déjà commencé.

Dans son voisinage, la Russie ne cherche plus l'intégration mais l'expansion économique

Au plan tactique, la Russie cherche à exploiter toutes les vulnérabilités de l'Union européenne. Moscou continuera à privilégier la négociation bilatérale avec les États-membres de l'UE, au détriment de la négociation globale. Elle mise sur ses relations avec la France, l'Allemagne, et d'autres pays importants tels l'Italie, l'Espagne, la Grèce ou le Portugal. Toutes ces relations sont fondées sur d'importants intérêts commerciaux. De ce fait, elles sont relativement stables, sujettes certes à des corrections ponctuelles – tel le récent réajustement post-Schröder des relations germano-russes –, mais non à des requalifications fondamentales. Fort de liens solides et productifs avec les nations-phares européennes et certains « vieux Européens », le Kremlin s'appliquera à contrebalancer l'influence des nouveaux membres, traditionnellement russo-sceptiques, comme la Pologne ou les États baltes.

Même si Moscou a récemment proposé la conclusion d'un partenariat stratégique, elle n'a pas de stratégie à long terme pour ses relations avec l'Europe. Les anciens projets d'intégration et d'adhésion ont définitivement été enterrés. Le nouveau débat se concentre autour de la notion de *souveraineté*, avec les États-Unis comme modèles et une Chine admirée et jalouse pour suivre de manière impavide son chemin vers l'objectif. De nouvelles réalités, ou des intérêts changeants pourraient toutefois pousser la Russie à corriger, à moyen terme, sa trajectoire. Mais si les responsables russes se décidaient à une intégration économique et politique avec plus grand qu'eux, il n'y aurait qu'un candidat...

Russie et Amérique : la limitation des dommages

Le Kremlin a pratiquement rayé Washington de la liste des partenaires permettant, à terme prévisible, de réaliser des affaires fructueuses. Les décideurs russes considèrent l'Amérique, enlisée en Irak, comme occupée ailleurs et manifestant peu d'intérêt pour eux. Négocier avec les États-Unis, si c'est nécessaire, est devenu un problème. Le jeu est ici en miroir. Si à Moscou les mauvaises nouvelles en matière de politique étrangère venues de Washington ont bercé des générations de Russes, aujourd'hui, aux États-Unis, la plus grande part des (maigres) nouvelles en provenance de Moscou semblent tout aussi mauvaises.

Les agendas de politique étrangère russe et américain diffèrent fondamentalement. Irak, islam, terrorisme, prolifération des armes de destruction massive (ADM) figurent en majuscules sur celui de Washington. Celui de la Russie se fixe sur son voisinage post-soviétique. En principe, ils pourraient se compléter et interagir positivement, mais l'inclination idéologique de l'Administration Bush (promotion de la démocratie) et la main lourde de la Russie compromettent tout espoir d'un accord sérieux de long terme.

Le seul but positif poursuivi conjointement par la Russie et les États-Unis reste l'adhésion de la première à l'Organisation mondiale du commerce (OMC). Moscou le souhaite principalement pour éviter les problèmes supplémentaires que générerait une résolution trop tardive de la question. Maintenant que la Géorgie a évoqué avec Moscou sa signature du protocole bilatéral de l'OMC, les Russes souhaitent éviter que l'Ukraine n'y accède d'abord, et n'utilise son adhésion comme monnaie d'échange dans les négociations gazières avec Moscou. Parvenir à un accord avec les États-Unis se révèle pourtant difficile. Et, même si le protocole bilatéral est signé, il restera encore à composer avec l'amendement Jackson-Vanick.

Certes, les milieux d'affaires russes souhaitent vivement accéder au marché américain et acquérir ainsi « des petits bouts d'Amérique ». Gazprom, RosAtom, Russian Aluminium, Lukoil, Rosneft, tous veulent y percer ou y étendre leur présence. Mais le chemin est semé d'embûches. Les Russes sont impatients et, pour la plupart, connaissent mal les modes de fonctionnement américains en matière politico-commerciale. Ils commettent des erreurs et s'en agacent.

L'élément négatif de l'agenda russe vise à la réduction de l'influence américaine dans le voisinage de la Russie. Moscou s'oppose catégoriquement à l'adhésion à l'OTAN de l'Ukraine, de la Géorgie ou de l'Azerbaïdjan. Forte de ses succès en Ouzbékistan, qui y ont mis un terme à la présence militaire américaine, elle essaie de pousser en souplesse les forces américaines vers la sortie d'Asie centrale. Le nouveau Premier ministre ukrainien Viktor Ianoukovitch est venu contrebalancer la position du président Viktor Iouchenko, et Moscou s'en trouve quelque peu soulagée. De toute évidence, les Russes souhaitent que le gouvernement de Mikhaïl Saakachvili soit remplacé en Géorgie par des gens prenant plus au sérieux les intérêts russes. Saakachvili incarne, pour de nombreux dirigeants russes, ce qu'Hugo Chavez est aux yeux des États-Unis.

La Russie pourrait consentir quelques efforts sur des questions importantes pour l'Amérique, mais elle ne bougera pas sans sérieuse contrepartie. Encore la souplesse diplomatique russe a-t-elle ses limites. Au Conseil de sécurité, les dirigeants russes n'accepteront rien qui puisse consacrer l'utilisation de la force contre l'Iran. Du point de vue russe, une guerre préventive contre l'Iran serait pire qu'un Iran nucléaire. Les responsables moscovites craignent que les États-Unis n'essaient de désarmer l'Iran, et échouent, pour se

Pour les Russes, une guerre préventive contre l'Iran serait pire qu'un Iran nucléaire

retirer en laissant les voisins, dont la Russie, gérer le désordre. Pour reprendre les propos du ministre russe des Affaires étrangères, la Russie ne commettra pas la même erreur qu'en 1914 : elle ne s'impliquera pas dans une guerre qui n'est pas la sienne pour finir par tout perdre.

Deux logiques pour deux partenariats ?

En dépit de tous les problèmes potentiels, la relation entre la Russie et l'UE se maintiendra à moyen et à long terme du fait de leur interdépendance énergétique. Bruxelles et Moscou parviendront certainement à signer un nouveau document, pour remplacer l'Accord de partenariat et de coopération qui a échoué en 2007. Quels que soient son statut et son intitulé, il s'agira sans doute d'une déclaration de principes généraux, déjà définis dans la « feuille de route » qui préside aux quatre « espaces communs » euro-russes. Les accords sectoriels sur des questions comme l'énergie, ou les transports, etc., revêtiront bien plus d'importance.

Entre-temps, le gazoduc nord-européen, qui passe sous la mer Baltique, fera la liaison entre la Russie et l'Allemagne. Le développement de l'énorme champ gazier de Chtokman (Arctique) requerra une coopération à plus large échelle encore. Une grande partie de son gaz sera transportée vers l'Europe. L'UE cherchera certes à réduire sa dépendance vis-à-vis du gaz russe, mais cela n'est envisageable que si le gaz d'Asie centrale traverse la région Caspienne et le Caucase du Sud, en évitant la Russie (projet Nabucco²). La réalisation d'un tel projet donnera lieu à une lutte acharnée entre l'Occident et la Russie.

Les compagnies russes poursuivront leur quête d'actifs dans l'Union européenne. Elles procéderont également par offres publiques de vente en Europe, ouvrant leur capital aux acheteurs occidentaux. Dans certains secteurs, comme l'industrie aéronautique, les producteurs russes pourraient monter des dispositifs de coopération avec des compagnies européennes, telle EADS. Hors même des échanges entre gouvernements et milieux d'affaires, les contacts entre Russes et Européens vont s'accroître, et particulièrement entre les diverses composantes des sociétés civiles. L'attraction de l'Europe sur la Russie, leur proximité géographique, l'appartenance à une même civilisation – la grande Europe –, garantissent le rapprochement de long terme entre l'UE et la Russie. Le chemin ne sera pourtant pas simple. À court terme, les médias européens devraient exprimer encore plus de méfiance à l'égard de Moscou. L'échéance de

2. Projet européen de gazoduc visant à contourner le géant russe, Nabucco devrait permettre de diversifier les itinéraires de transport du gaz et les pays fournisseurs. Ce nouveau gazoduc, dont la construction doit commencer fin 2007 et s'achever en 2010, desservira notamment l'Autriche, l'Allemagne et l'Italie (NDLR).

2008, avec un changement de président ou la prolongation du mandat actuel, pourrait dégrader encore l'image de la Russie. Les nouveaux membres de l'UE, Pologne et États baltes, pèseront de l'intérieur sur l'attitude qu'adoptera l'UE envers la Russie. Les relations actuelles entre la Russie et la Géorgie, empreintes d'animosité, et les incertitudes sur les orientations de la politique étrangère ukrainienne viendront compliquer un peu plus la situation. Une bonne dose d'habileté politique sera nécessaire pour éviter que la relation ne se brise sur les nombreux écueils qui s'annoncent.

L'amarre économique faisant défaut pour stabiliser la relation avec les États-Unis, il est probable que les relations politiques Washington/Moscou se détériorent substantiellement. Une crise américano-russe pourrait survenir suite à quelques provocations, ou erreurs de calcul en Géorgie, ou en Ukraine, si les factions de ce dernier pays en venaient à reprendre leur combat fratricide. La Russie tourne au nationalisme, clairement teinté d'antiaméricanisme, alors que le peuple américain considère la Russie en des termes toujours plus négatifs. La rhétorique des élections présidentielles de 2008 dans les deux pays pourrait bien tendre encore leurs relations, et si la légitimité du nouveau président russe était en cause, les dommages pourraient se révéler très graves. Mais une véritable crise américano-russe ne profiterait ni à la Maison-Blanche ni au Kremlin. On peut donc présumer que tous deux chercheront à limiter les dommages, du moins jusqu'à ce que les deux nouvelles Administrations soient en place.

D'ici là, la Russie demeurera un acteur de poids dans de nombreux domaines prioritaires pour les États-Unis. La question du nucléaire iranien ne peut trouver de solution sans participation de la Russie. Il en va de même pour le problème nord-coréen, bien que le rôle principal revienne ici à la Chine. La Russie pourrait être un partenaire utile dans les zones de tension du Grand Moyen-Orient qui préoccupent les États-Unis, notamment en Irak, en Afghanistan, au Liban, ou encore dans le conflit israélo-palestinien. Malgré les positions différentes de la Maison-Blanche et du Kremlin dans la « guerre contre le terrorisme », leurs intérêts fondamentaux requièrent une collaboration contre l'extrémisme islamiste.

Existe-t-il un scénario positif ?

Le maintien de bonnes relations dépendra du développement des liens économiques. Cela suppose une plus grande présence commerciale des Américains et des Européens en Russie, et davantage de Russes sur les marchés européens et américains. Les racines des liens politiques s'en trouveront renforcées, particulièrement entre l'Amérique et la Russie,

chacun se trouvant en mesure de mieux cerner les objectifs de l'autre, et les intérêts finissant par converger. La digestion progressive du capitalisme en Russie, l'adhésion imminente du pays à l'OMC, le renforcement de ses liens extérieurs et la consolidation de son intégration au réseau économique mondial teinteront les « valeurs russes » d'accents de modernité plus prononcés, et les rendront plus semblables aux valeurs désormais partagées par les Européens de l'Ouest et les Américains.

Les relations entre Russie et Occident devraient pourtant être plutôt instables à vue prévisible. Un décalage temporel de plusieurs décennies sépare la Russie de l'UE. La Russie est, en fait, une « *très* vieille Europe ».

La Russie est, en fait, une « *très* vieille Europe »

Selon les domaines, elle évoque l'Europe de l'Ouest des années 1920, 1940, ou 1960. À mesure que le capitalisme russe intégrera les notions de règle de droit, de constitutionnalité et connaîtra enfin une forme de démocratie fondée sur la responsabilité civile, le fossé devrait s'amenuiser ; mais le chemin est encore long.

En dépit de la distance géographique qui les sépare, l'ironie veut que la Russie et les États-Unis soient, d'une certaine manière, plus proches que la Russie et l'UE. Les États-Unis constituent un État nation et la Russie post-impériale se trouve en passe d'en devenir un. Dans ces deux pays, la religion revêt un rôle plus important – bien que certes fort différent – que dans la plupart des États de l'UE. Ils manifestent tous deux une propension, et une certaine prédilection, à user de la force pour résoudre les différends sur la scène internationale. La Russie conserve assurément une mentalité de superpuissance grâce, désormais, à son poids énergétique. L'argent tient une place de choix et la démocratie sociale n'entre pas réellement en ligne de compte dans la vie russe. La Russie devient une société très nettement individualiste, au-delà même des limites de la décence. De toute évidence, les différences sont nombreuses entre les États-Unis et la Russie : Moscou connaît un état de droit fragmentaire, une non-séparation des pouvoirs, et considère ses citoyens comme des sujets. Mais si la Russie se modernise, ce n'est sûrement pas pour s'« européaniser ».

L'avenir même de la Russie constitue le cœur du mystère de ses politiques étrangères à venir. Parviendra-t-elle effectivement à se moderniser, ou échouera-t-elle à nouveau, ce qui entraînerait probablement une chute irrémédiable ? Les deux pôles fonctionnant depuis 20 ans, ouverts par la perestroïka : argent/propriété et ouverture/globalisation, suffiront-ils à maintenir la Russie sur la bonne voie ? Réussira-t-elle à s'appuyer sur ces 20 dernières années de stabilité, qui sont sa fierté, pour organiser son

capitalisme ? La dernière fois, la révolution bolchevique y a coupé court avant même la fin de la première décennie. Il ne faut pas espérer répondre à ces questions trop vite : les réponses ne seront sans doute pas claires avant les alentours de 2015.

Cependant, la Russie est trop importante pour être ignorée, négligée ou caricaturée. L'Occident ne passerait pas seulement à côté de belles opportunités, il pourrait aller au-devant de périls bien réels, s'il interprétait mal les comportements d'un grand pays et réagissait en conséquence de façon excessive ou maladroite.

Que faire ?

L'Occident ferait mieux de traiter avec la Russie selon ses propres termes, et non en fonction de principes normatifs généraux. L'idéologie n'est pas bonne conseillère dans un contexte sans valeurs et pourtant très sensible. L'histoire fournit de meilleurs outils que la science politique pour saisir ce qui se passe aujourd'hui en Russie. La littérature y aide aussi, et pas nécessairement la littérature russe. On apprend beaucoup de choses sur la Russie contemporaine à la lecture de Dickens, de Dreiser, de Heinrich Mann ou de Balzac. La Russie n'est pas une démocratie, pas même manquée, c'est une réalité capitaliste mue par des intérêts privés (se faisant parfois passer pour ceux de l'État). Il se peut qu'elle devienne une démocratie, mais le processus est d'une telle ampleur que nous ne le saurons pas avant le milieu du siècle.

Les prêches sont impuissants. Ils ne font que mettre à jour l'incapacité des politiques européens et américains à peser sur les mouvements internes en Russie, et permettent aux officiels russes d'assimiler ces protestations (même dans le cas de l'intervention du vice-président Cheney à Vilnius en mai 2006) à des débats internes à l'Occident. La fermeté n'est pas un mal, mais la stérilité en est un. Il va de soi que chacun peut tenter de diversifier au maximum ses approvisionnements en gaz, mais il faut prendre en compte la limite des possibilités de diversification. En d'autres termes, faire de l'énergie une question de relations entre puissances, ou adjoindre une dimension énergétique à l'OTAN ne semble pas vraiment pertinent. Dresser des barrières, dans les domaines autres que l'énergie, pour se prémunir d'une invasion financière russe, ne favorise ni les affaires ni le dialogue politique. La Russie ne s'emparera pas des États-Unis ou de l'UE ; par contre, elle pourrait devenir un détenteur de parts responsable, ouvrant la voie à une réciprocité au profit des Occidentaux.

L'UE considère la Russie comme son hinterland et sa frontière ultime. En principe, seule la Russie – pas l'Afrique, pas le Moyen-Orient – peut

conférer tout son poids stratégique à l'Europe. En définitive, une architecture paneuropéenne de l'énergie pourrait émerger, les compagnies russes rallier le consortium aéronautique européen comme actionnaires minoritaires, et finalement le citoyen russe ordinaire se rendre à Paris ou à Berlin sans visa. L'ensemble est de toute façon supérieur à la somme de ses parties. Du point de vue des intérêts européens de long terme, la nécessité de penser stratégiquement les relations avec la Russie est une évidence.

Tout dépend, certes, de ce que l'UE prévoit elle-même de devenir. Les signaux récents ne sont guère encourageants, venant d'une Union qui hésite entre élargissement et approfondissement. Les développements de la relation avec la Turquie constitueront un bon indicateur de la direction prise par l'UE.

Les tractations futures, tant énergétiques (nucléaires y compris) que commerciales, pourraient aussi ramener les relations américano-russes à un niveau plus pragmatique. Mais le potentiel des relations américano-russes ne pourrait jouer à plein que si les États-Unis prenaient la décision stratégique de promouvoir cohérence et leadership au plan mondial, et de se rallier les acteurs déterminants, Russie comprise, pour qu'ils aident à consolider le système auquel ils président *de facto*. D'ici là, la philosophie russe en matière de politique étrangère devra peut-être évoluer, probablement face à des événements qui révéleront que sa dureté, son manque de souplesse, constituent en réalité une véritable faiblesse. Mais pour ceux qui voient loin, le rapprochement demeure possible.



MOTS CLÉS

Russie
Union européenne
États-Unis
Intégration économique